



SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Huitième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme..... | 119 |
| Point 33 de l'ordre du jour: | |
| Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée (<i>suite</i>) | |
| Article 7 (<i>suite</i>)..... | 119 |

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

Huitième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

1. Le **PRESIDENT** estime que la Troisième Commission — qui consacre une grande partie de son temps à étudier les questions relatives aux droits de l'homme — doit s'interroger sur le rôle que la Déclaration universelle des droits de l'homme a joué dans l'histoire du monde depuis son adoption, il y a huit ans [résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale].
2. L'influence morale de la Déclaration ne saurait faire de doute, car les législateurs s'en sont inspirés pour élaborer des constitutions, les diplomates pour rédiger des conventions internationales et les juges de nombreux pays pour motiver leurs décisions. Elle a marqué une étape dans la lutte de l'humanité vers la dignité et la liberté.
3. La Déclaration doit être l'idéal commun à atteindre par tous les peuples. En tant que représentants des gouvernements, les membres de la Commission doivent se demander si, conformément à l'article 28, ils se sont employés à faire régner, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que, dans tous les domaines — politique, économique, social et culturel — les droits et libertés énoncés dans la Déclaration puissent être pleinement respectés. Ils doivent se demander dans quelle mesure leur attitude dans la vie publique, nationale ou internationale, est compatible avec les normes imposées par la Déclaration.
4. En faisant ainsi le point, ils ne peuvent que parvenir à des conclusions diverses, constater ici des progrès et là enregistrer des échecs. Si les faits sont encourageants dans de nombreux pays du monde, on voit dans d'autres une tendance à un certain recul.
5. La Déclaration reste ce qu'elle était lors de son adoption: un ensemble de normes et un idéal. Il est à souhaiter que, lors du dixième anniversaire, la situation soit plus favorable. Quoi qu'il en soit, la Commission ne doit pas relâcher ses efforts. Les événements récents doivent au contraire l'inciter à en redoubler. Elle ne doit pas décevoir les peuples et les nations qui se tournent vers l'Organisation des Nations Unies pour faire entendre leur voix.

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée [résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social, A/2944, A/3059, A/C.6/L.373, A/3154 (chap. VII, sect. IX, par. 541), A/3193, A/C.3/L.519, A/C.3/L.520, A/C.3/L.524, A/C.3/L.525, A/C.3/L.526] (*suite*)

ARTICLE 7 (*suite*)

6. Le **PRESIDENT** appelle l'attention de la Commission sur le document de travail établi par le Secrétaire (A/C.3/L.525) dans lequel figure le texte de l'article 7 que la Commission doit examiner à nouveau. Il fait observer que la Syrie a déposé un amendement (A/C.3/L.526) tendant à ajouter un paragraphe au texte en question.

7. **M. VLAHOV** (Yougoslavie) rappelle les raisons pour lesquelles la délégation yougoslave a proposé d'interdire toute réserve à l'article 3 du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée. Cet article fait partie des dispositions fondamentales de la convention, et il serait dangereux d'autoriser les Etats à faire des réserves sur ce point. Néanmoins, les débats ont montré qu'un certain nombre d'Etats ne pourraient signer ou ratifier la convention que s'ils avaient la possibilité de formuler des réserves sur l'article 3. C'est pour donner satisfaction à ces pays et par esprit de coopération que la délégation yougoslave a décidé, à la séance précédente, de retirer l'amendement qu'elle avait présenté oralement (703ème séance) à la proposition cubaine (A/C.3/L.520).

8. **Mlle BERNARDINO** (République Dominicaine) remercie le représentant de la Yougoslavie de sa compréhension et juge que le texte de l'article 7, modifié de manière à ne viser que les articles premier et 2, est parfaitement acceptable.

9. **M. BARODY** (Arabie Saoudite) estime, avec le représentant de la Yougoslavie, que les Etats ne devraient pas pouvoir faire de réserves aux articles de fond de la convention, car des réserves portant sur les dispositions essentielles de cet instrument risqueraient de le priver de tout intérêt pratique. Il faudrait en tout cas exclure les réserves aux articles premier et 2. C'est ce qu'a proposé Cuba (A/C.3/L.520); c'est ce que propose le texte syrien (A/C.3/L.526), qui permettra peut-être à la Commission de sortir de l'impasse où elle se trouve.

10. Pour éviter de perdre du temps, la Commission devrait passer au vote rapidement.

11. **M. MUFTI** (Syrie) s'est déclaré pour un nouvel examen de l'article 7, car le texte adopté par la Commission à la séance précédente présente à ses yeux deux inconvénients: il inclut l'article 3 parmi les dispositions fondamentales qui ne peuvent faire l'objet de réserves et rend superflues les dispositions relatives à la recevabilité et au retrait des réserves, puisque celles-ci

ne pourraient porter que sur des clauses secondaires; il ne donne aucune indication sur les effets des réserves.

12. Dans ces conditions et puisque la Commission a admis en principe (704^{ème} séance) que des réserves pouvaient être formulées, la seule question qui reste à trancher concerne les conséquences qu'il convient de leur attribuer.

13. En ce qui concerne les effets des réserves, trois formules sont possibles. D'après la première formule, lorsqu'un Etat partie à une convention élève une objection contre la réserve faite par un autre Etat partie, l'instrument de ratification de l'Etat réservataire est sans effet. Cette règle a été appliquée par la Société des Nations et, jusqu'à une époque récente, par l'Organisation des Nations Unies.

14. Le système a été critiqué pour diverses raisons. Le représentant de la Syrie cite, à ce sujet, un passage de l'ouvrage de M. Charles de Visscher intitulé *Théories et réalités en droit international public* (livre III, chap. III, sect. III, par. 7, p. 320 à 323). Il est possible que, s'agissant d'un traité commutatif qui implique la recherche par les cocontractants d'avantages personnels sur la base de prétentions réciproques, des réserves risquent de détruire l'équilibre interne de l'instrument. Mais le cas est différent pour les conventions multilatérales, dans lesquelles les cocontractants se sont assigné des fins supérieures à leur intérêt propre, et, en particulier, pour les conventions purement humanitaires conclues sous les auspices des Nations Unies. Il est donc difficile d'admettre qu'une objection, peut-être irraisonnée ou arbitraire à une réserve d'importance minime, ait nécessairement pour conséquence d'écarter de la convention l'Etat réservataire: le droit de soulever des objections contre une réserve risquerait d'être utilisé comme une sorte de droit de veto dont l'effet serait d'empêcher un Etat de devenir partie à une convention donnée.

15. La deuxième formule relative à l'effet des réserves est celle qu'appliquent les Etats américains. Lorsqu'un Etat fait une réserve contre laquelle un autre Etat élève une objection, le traité n'entre pas en vigueur entre l'Etat qui a élevé l'objection et l'Etat réservataire, mais il est applicable entre ce dernier et les Etats qui n'ont pas formulé d'objection.

16. La troisième formule est consacrée par l'amendement syrien (A/C.3/L.526), qui allie l'amendement soviétique (A/C.3/L.519) à l'amendement cubain (A/C.3/L.520). Les dispositions en sont claires et n'appellent aucun commentaire particulier.

17. M. BRENA (Uruguay) fait observer que les amendements proposés par Cuba (A/C.3/L.520) et par la Yougoslavie (703^{ème} séance) d'une part, aux termes desquels les articles premier, 2 et 3 ne peuvent faire l'objet de réserves, et l'amendement syrien d'autre part (A/C.3/L.526), qui précise l'effet des réserves, ne s'excluent nullement. L'amendement syrien se divise en deux parties distinctes. M. Brena est prêt à en appuyer la première partie, c'est-à-dire les deux premières phrases; en revanche, la deuxième partie lui paraît dangereuse, car elle peut inciter certains Etats à prendre prétexte d'une réserve formulée par un autre Etat pour se dégager complètement des obligations de la convention à l'égard de l'Etat réservataire. Il faudrait donc que les deux parties de l'amendement soient mises aux voix séparément. Il conviendrait d'autre part, pour des raisons de logique, de supprimer le début de la première phrase de l'amendement, qui commencerait alors par les mots: "La réserve aura pour effet que la convention sera applicable..."

18. M. GOMEZ ROBLEDO (Mexique) estime qu'il faut adopter l'amendement syrien (A/C.3/L.526); il n'existe en effet, pour les conventions conclues sous les auspices des Nations Unies, aucun régime en matière de réserves, qu'il s'agisse de leur recevabilité ou irrecevabilité ou de l'effet qu'il faut leur attribuer. C'est pourquoi l'Assemblée générale a recommandé d'insérer, dans les conventions multilatérales, des dispositions réglant ces questions [résolution 598 (VI)]. En l'absence de telles dispositions, on aboutit en effet au règne de l'arbitraire; chaque Etat peut décider comme bon lui semble de l'effet des réserves formulées et l'on ne sait pas, en cas d'objection, si l'Etat réservataire est ou non partie à la convention.

19. La deuxième partie de l'amendement syrien, relative à l'acceptation des réserves, est tout aussi indispensable que la première; il faut en effet qu'un Etat ait la possibilité de refuser tout lien contractuel avec l'Etat qui a fait une réserve à laquelle il objecte. M. Gómez Robledo votera donc pour l'ensemble de l'amendement syrien.

20. M. BAROODY (Arabie Saoudite) propose, pour faciliter et hâter les travaux de la Commission, de constituer un groupe de travail. Ce groupe, dont la composition serait fixée par le Président, pourrait comprendre notamment les représentants de Cuba, de la Syrie, de l'Uruguay, de l'Iran, de la Yougoslavie, du Mexique, du Royaume-Uni et de l'URSS, ainsi qu'un fonctionnaire du Service juridique du Secrétariat; il serait chargé d'élaborer un texte tenant compte des propositions présentées et de l'amendement syrien. Le représentant de la Syrie avait envisagé, à la séance précédente, de consulter à nouveau la Sixième Commission; cela ne semble pas nécessaire, car plusieurs membres de la Troisième Commission ont prouvé leur grande compétence en matière juridique. Le groupe de travail pourrait faire rapport à la Commission le 12 décembre; entre temps, la Commission examinerait les articles 8 et 9 du projet de convention.

21. M. MONTERO (Chili) constate que le représentant de l'Uruguay et divers autres membres de la Commission s'efforcent de trouver une solution constructive qui permette à un plus grand nombre d'Etats d'adhérer à la convention. Il voudrait souligner que ces représentants agissent dans le même esprit que les délégations du Pérou, du Mexique et du Chili, dont la proposition (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2) s'inspirait non de principes colonialistes, mais bien du désir désintéressé de trouver un compromis acceptable.

22. M. CERNIK (Tchécoslovaquie) demande que les mots "autre que les articles premier et 2", dans l'amendement syrien (A/C.3/L.526), soient mis aux voix séparément.

23. M. MUFTI (Syrie) pense que la Commission est maintenant en mesure de se prononcer. Il accepte volontiers que son amendement soit mis aux voix par division.

24. M. EUSTATHIADES (Grèce) pense qu'il eût été préférable que ces questions soient discutées à la Sixième Commission. Puisqu'il n'en a pas été ainsi, il se demande si la création d'un groupe de travail permettrait vraiment de gagner du temps. Le geste conciliateur du représentant de la Yougoslavie donne une importance nouvelle à la question des effets juridiques des réserves, puisque l'article 3 pourrait faire l'objet de réserves. Il est donc nécessaire de faire figurer dans la convention une clause indiquant quels sont ces effets juridiques. L'amendement syrien (A/C.3/L.526) prévoit deux conséquences en cas de formulation de ré-

serve : la relativité des engagements souscrits d'une part, et la non-validité de la convention d'autre part. Des arguments ont été présentés en faveur de l'une ou l'autre solution et en faveur des deux solutions combinées. Les membres de la Commission pourront se prononcer en toute conscience pour la solution de leur choix si les deux parties de l'amendement syrien sont mises aux voix séparément. M. Eustathiades présente donc formellement une demande de division.

25. M. THIERRY (France) rappelle que sa délégation estime qu'il faut donner aux États la possibilité de formuler des réserves, mais que celles-ci ne devraient pas pouvoir porter sur les articles premier et 2.

26. En ce qui concerne les effets des réserves, il serait normal que l'État dont les réserves ne sont pas acceptées ne soit pas partie à la convention. En effet, une convention représente l'œuvre commune d'un certain nombre d'États, et ceux-ci devraient donc pouvoir décider quels seront leurs associés et exclure ceux qui, à leur avis, n'apportent pas une contribution suffisante à cette entreprise commune. En d'autres termes, ils devraient pouvoir s'opposer aux réserves formulées par d'autres États et ne pas se considérer comme liés à l'égard des États qui ont fait des réserves qu'ils n'acceptent pas.

27. Pour ces raisons, la délégation française ne pourra appuyer l'amendement syrien.

28. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) est opposée à ce que l'article 7, ou tout autre article du projet de convention, soit renvoyé à la Sixième Commission. Elle a déjà dit, à une séance antérieure (697ème séance), combien il avait été inutile, à la dixième session de l'Assemblée générale, de confier à la Sixième Commission l'étude de certaines clauses. En outre, une telle mesure créerait un précédent fâcheux pour les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, dont la portée dépasse de beaucoup celle du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée.

29. Mme MIRONOVA (Union des Républiques socialistes soviétiques) sait gré à la délégation syrienne des efforts qu'elle fait pour compléter le texte de l'article 7 en y précisant les conséquences juridiques des réserves. Toutefois, étant donné que l'amendement syrien exclut la possibilité de réserves aux articles premier et 2 et restreint de ce fait le droit souverain des États de faire des réserves à l'une quelconque des dispositions de la convention, la délégation de l'URSS s'abstiendra lors du vote sur cet amendement.

30. M. PAZHAWAK (Afghanistan) déclare que la Commission devrait se prononcer tout d'abord sur les deux motions de procédure qui ont été présentées, à savoir, le renvoi de l'article 7 à la Sixième Commission et la création d'un groupe de travail.

31. M. MUFTI (Syrie) fait remarquer que la Commission n'est saisie d'aucune proposition formelle. A son avis, les délégations sont maintenant en mesure de voter sur les textes qui leur ont été soumis.

32. M. BRENA (Uruguay) déclare que la Commission doit fixer d'abord l'ordre dans lequel les textes seront mis aux voix. Bien que le représentant de la Yougoslavie ait retiré son amendement, la Commission doit décider néanmoins si elle maintiendra ou non, au paragraphe 1 de l'article 7, la mention de l'article 3. Une fois ce point acquis, elle pourra se prononcer sur l'amendement syrien.

33. M. MUFTI (Syrie) convient que la procédure normale serait de voter tout d'abord sur la suppression des mots "et 3" au paragraphe 1 de l'article 7, et ensuite de passer au vote sur l'amendement syrien. Il précise que ce dernier amendement ne vise pas à remplacer l'article 7, mais simplement à y ajouter un troisième paragraphe.

34. M. BAROODY (Arabie Saoudite) fait remarquer qu'il n'a jamais été suggéré de renvoyer l'article 7 à la Sixième Commission. La seule suggestion qui ait été faite par sa délégation concernait la création d'un groupe de travail qui serait chargé d'établir un texte de synthèse et permettrait ainsi à la Commission de voter en toute connaissance de cause. Au contraire, si on passait au vote immédiatement, il risquerait d'y avoir autant d'abstentions que la première fois et on se retrouverait au même point qu'à la séance précédente. M. Baroody propose donc formellement de créer un groupe de travail.

35. Mme ELLIOT (Royaume-Uni) appuie la proposition de l'Arabie Saoudite.

36. M. MUFTI (Syrie) est opposé à la création d'un groupe de travail, dont le seul résultat serait de faire perdre à la Commission un temps précieux qu'elle pourrait plus utilement consacrer à l'examen d'autres questions tout aussi importantes. L'article 7 et les amendements qui y ont trait ont été amplement discutés ; les textes en sont clairs et les délégations devraient pouvoir se prononcer immédiatement à leur sujet.

37. Selon M. BRENA (Uruguay), la création d'un groupe de travail s'impose ; il faudra en effet harmoniser le texte de l'article 7 et celui de l'amendement syrien.

38. A son avis, le groupe de travail devrait pouvoir présenter à la Commission un texte unifié au début de la séance suivante.

39. Le PRESIDENT met aux voix la proposition de l'Arabie Saoudite tendant à créer un groupe de travail.

Par 43 voix contre 4, avec 20 abstentions, la proposition est adoptée.

40. Le PRESIDENT propose que le groupe de travail se compose des représentants des pays suivants : Cuba, Syrie, Uruguay, Iran, Yougoslavie, Mexique, République Dominicaine, Royaume-Uni, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Il en est ainsi décidé.

41. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) et M. MASSOUD-ANSARI (Iran) annoncent qu'à leur grand regret ils ne pourront pas participer aux travaux de ce groupe.

La séance est levée à 12 h. 10.